

Pierre Brochand: «L'immigration est le défi le plus redoutable auquel nous sommes confrontés» (1/2)

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Ancien directeur-général de la DGSE, Pierre Brochand estime que les problèmes posés par l'immigration devraient être la priorité des États. Il explique pourquoi, à travers un détour historique passionnant et une analyse du contexte post-colonial de la mondialisation.

Par **Eugénie Bastié**

Publié hier à 19:07, mis à jour hier à 20:12



Arrivée de migrants africains en Italie, Février 2020 PABLO GARCIA/AFP

Ancien directeur général de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, Pierre Brochand a été Ambassadeur de France notamment en Hongrie et en Israël. Il est intervenu lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur le thème: «[Pour une véritable politique de l'immigration](#)».

FIGAROVOX.- De tous les défis que doit affronter notre pays, l'immigration est le plus redoutable, estimez-vous. D'autres citeraient volontiers la question sociale ou environnementale. Pourquoi l'immigration est-elle d'après vous la priorité?

Pierre BROCHAND.- L'immigration, telle qu'on l'a laissée se développer depuis un demi-siècle, n'est évidemment pas le seul défi auquel est confronté notre pays. Mais, si je le considère comme le plus redoutable, c'est pour au moins deux raisons. La principale tient à ce que, il réinjecte les conflits «non-négociables» - religieux, raciaux, coloniaux - , que la France pensait avoir dépassés depuis longtemps: 1905, 1945, 1962, selon les cas. Par «non-négociables», j'entends des clivages de type «qualitatif», à distinguer de la question sociale, devenue «quantitative» par la grâce de l'État-providence et du «pouvoir d'achat».

De sorte que la lucidité nous oblige d'en revenir à des constats, présumés révolus. À savoir qu'il existe, entre les hommes, des différences que ni le contrat, ni la monnaie, ni le dialogue, et encore moins le «patriotisme constitutionnel», ne parviennent à aplanir et que ces différences peuvent remettre en cause la paix civile, en particulier dans une société qui, se croyant immunisée, est aveugle à ce danger.

D'où ma deuxième préoccupation: le fait que l'idéologie de la Société des individus, sous le règne de laquelle nous vivons, méconnaît, par construction, la réalité d'un tel risque et, a fortiori, la nécessité de le prévenir. En effet, son credo, hyper-moderne et post-politique, nous commande de ne voir partout que des individus semblables, là où il suffit d'ouvrir les yeux pour vérifier la persistance de groupes non substituables: «nations» modernes, historiques et politiques, «communautés» naturelles, pré-modernes et pré-politiques, «civilisations» de plus vaste portée.

Il existe entre les hommes des différences que ni le contrat, ni la monnaie, ni le dialogue, et encore moins le

« patriotisme constitutionnel », ne parviennent à aplanir.

C'est au nom de cette vision tronquée que les immigrants sont accueillis, tels des êtres solitaires, dotés des mêmes droits souverains que les autochtones et assimilés. Ce qui n'empêche pas les intéressés, à peine installés, de reconstituer les «communautés hétéronomes», voire les «nations problématiques», qui étaient les leurs auparavant et que le passage d'une frontière factice n'a pas suffi à leur faire oublier.

Comme toutes les idéologies narguées par le réel, notre doxa cherche à l'occulter. Un jour, elle nie toute altérité au nom des «valeurs de la République», expression à géométrie variable, qu'elle se garde d'explicitier. Le lendemain, elle chante les louanges d'une «diversité» aussi enrichissante qu'inéluctable. Le surlendemain, elle appelle à «lutter» contre le «communautarisme» ou le «séparatisme» sans se donner les moyens de le faire.

Car s'en doter exigerait de rétrocéder à l'État National la capacité d'action politique, dont la Société des individus l'a privé, en le ligotant dans les rets de «l'État de droit». Or, ce rembobinage est exclu par la version «progressiste» de l'Histoire, dont notre société se veut la pointe avancée. En vertu de quoi, l'État National perdure, mais, de sa double dimension, politique et bureaucratique, ne conserve que la seconde: celle d'une énorme agence humanitaire, distributrice maternelle de droits et prestations, incapable de dire non à leur élargissement illimité. Désormais interdit d'intervenir en amont, où l'a remplacé le droit, l'ex-Léviathan en est réduit à panser les blessures en aval, où il déverse des milliards dans le puits sans fond des «discriminations positives».

Voilà pourquoi, j'estime, en premier lieu, qu'une véritable politique de l'immigration exige une déchirante révision, c'est-à-dire ne plus se résigner au traitement «*ex-post*» d'une prétendue fatalité, mais reprendre impérativement le contrôle «*ex-ante*» de flux, maîtrisables pour peu qu'on le veuille. Et, en second lieu, je pense que cette politique devrait constituer une priorité: à quoi bon

engager de vastes programmes sociaux et environnementaux, si une partie significative de ces dépenses est préemptée par un afflux incessant de bénéficiaires sans contrepartie immédiate («*free riders*»), et, surtout, si la décomposition conflictuelle du pays en ruine les bénéfices attendus.

La première partie de votre intervention devant la Fondation Res Publica se présente comme une esquisse d'interprétation de l'Histoire, à première vue éloignée de la question de l'immigration. Pourquoi cette approche très indirecte du problème?

En effet, tout débat sur l'immigration commence, et finit habituellement, par des chiffres. Pour ma part, j'ai considéré la cause entendue sur ce terrain (400 000 entrées par an, hors clandestins) et préféré modéliser le problème, à partir des concepts qu'il mobilise. D'où la nécessité d'une grille de lecture leur servant de fondement. Celle que je suggère est ultra-simpliste, mais a le mérite de fournir une base de discussion: sans parler directement d'immigration, elle nous y renvoie sans cesse.

Jugez-en vous-même. En très gros, le tissu de l'Histoire relève d'une double trame. D'un côté, une «Histoire de l'espèce», linéaire, idéaliste, tirant l'humanité vers la convergence: je l'appelle Histoire Évolution (c'est le narratif «progressiste» que j'évoquais à l'instant). D'un autre côté, les «histoires dans l'espèce», cycliques, réalistes, retraçant les oscillations de pouvoir entre groupes divergents: je la nomme Histoire Événement. L'immigration actuelle croise ces deux approches: elle est un produit de l'Histoire Évolution, qui fonctionne selon les lois de l'Histoire Événement.

En effet, l'Histoire Évolution propose une version «optimiste» du devenir humain, qui fait le pari de sa confluence autour de la techno-science, de l'économie et du «quantitatif». Elle pose la convertibilité de toutes choses, y compris des hommes, pour peu que soient levés les obstacles aux mouvements. En bout de ligne, cette dynamique fait se succéder des modes de l'être-ensemble, à fongibilité croissante: au départ, les communautés naturelles, liées

par le sang et l'hétérodétermination ; puis, les États Nationaux, nés il y a cinq siècles de l'autodétermination collective ; enfin, la Société des individus, donnant le dernier mot à l'autodétermination individuelle depuis 50 ans.

À rebours de cette fuite vers le hors-sol, l'Histoire Événement, «conservatrice» et «pessimiste», nous ramène sur terre, là où l'homme a toujours vécu en collectivités circonscrites, visant la sécurité, la dignité et la puissance. Objectifs dont la poursuite compétitive engendre les séparations «qualitatives», dont je parlais à l'instant. Celles-ci sont de deux types. D'une part, elles confrontent dialectiquement nos trois «formes»: chacune prend le contrepied de la précédente, sans parvenir à l'éradiquer. Ce qui fait que, consécutives dans le temps, elles sont aussi superposées dans l'espace, selon des formations tripartites crisogènes. D'autre part, au sein de chacune de ces couches, des rivalités se manifestent, au nom des «contenus»: soit les «cultures» et «civilisations, dont les interactions engendrent les récurrences de «l'éternel retour», à l'instar par exemple du mouvement de balancier de l'Islam et de l'Occident, de part et d'autre de la Méditerranée.

Sur cette toile de fond, deux développements extraordinaires sont survenus. Une fraction de l'espèce - l'Occident - s'est assuré le monopole de l'Histoire Évolution par la révolution scientifique, puis a pris, de ce fait, le contrôle de l'Histoire Événement, désormais résumée à ses querelles internes. De cette double confiscation, ont résulté des conséquences, essentielles pour éclairer l'immigration .

La planète s'est ainsi divisée entre un Premier Monde, diffuseur proactif de modèles, et un Second, récepteur passif. Projection qui a connu deux phases: la Colonisation, puis la Globalisation. La Colonisation peut s'analyser, in fine, comme l'exportation du paradigme de l'État National sur un tissu communautaire non préparé. Faute des transitions nécessaires, ces États ne pouvaient que faillir. Nos immigrés en proviennent, associant fidélité maintenue à leurs communautés, nationalisme malheureux car en échec, et pratiques dysfonctionnelles issues de ce double héritage. Quant à la Globalisation, elle

peut s'interpréter comme l'exportation de la Société des individus vers le Second Monde, à nouveau pris au dépourvu. À ceci près que le retrait physique des occidentaux lui a donné l'espace pour répliquer.

Ces réactions sont primaires et secondaires. Les primaires sont le Rebond économique sino-asiatique ; la Rente, prélevée sur les flux légaux (énergie) ou illégaux (trafics) ; le Refus, dont le porte-drapeau est l'Islam ; le Rejet, qu'expriment les «trous noirs» des États effondrés. Soit quatre ripostes distinctes, mais nourries d'une passion commune: le Ressentiment.

L'immigration post-coloniale figure un renvoi à l'expéditeur, teinté de rancune. Arrière-plan qui en fait un phénomène impossible à réduire à l'économie.

Ce à quoi nous assistons, c'est donc un tournant de même ampleur que celui ayant conduit à l'hégémonie occidentale. Hégémonie, dont la Globalisation, en créant les conditions de sa contestation, marque l'apogée et le début du déclin. Ce faisant, l'Histoire Événement reprend la main: le monde, décroisé et restructuré en mode action/réaction, devient un seul chaudron, où s'entrechoquent, de manière aléatoire, des espaces-temps non conciliables.

Dans ce cadre, l'immigration se présente comme une réplique secondaire typique: la Société des Individus et la Globalisation en sont les causes efficientes, tandis que les réactions primaires, que je viens de citer, recoupent ses causes finales.

Ainsi, elle participe du Rebond économique, en ce qu'elle vise à combler les différences de niveau de vie entre les deux Mondes: l'Asie privilégie la production, l'Afrique pratique l'émigration, au détail près que les flux humains commencent à arriver chez nous au moment où les emplois partent en Orient. De même, les migrants émargent à la Rente, car ils sont aussi attirés par la protection généreuse de l'État providence, sans mentionner les prélèvements illégaux dont leurs déplacements s'accompagnent (trafics d'êtres humains et de

drogues, travail au noir, fraude sociale). Par ailleurs, les nouveaux venus, en majorité musulmans, se rattachent - collectivement s'entend - à la rétroaction du Refus, dont l'islam est le fer de lance, en tant que champion global de la Tradition. Là aussi, leur mise en route a concordé avec l'entrée en éruption de cette religion (elle-même liée à la Globalisation) et l'exportation de sa variante «islamiste», financée par la Rente fossile.

Mais surtout, l'immigration post-coloniale figure un renvoi à l'expéditeur, teinté de rancune. Arrière-plan qui en fait un phénomène impossible à réduire à l'économie: à la différence de la vague euro-chrétienne précédente, elle est aussi une manifestation multiforme du retour, en fanfare et en boomerang, de l'Histoire Événement, reproduisant en abyme, sur notre territoire, la marmite chauffée à blanc du monde globalisé. D'où un type d'immigration jamais vu, en partie revendicative à l'égard du pays hôte, et en lutte avec lui pour le pouvoir sur son espace.

C'est pourquoi traiter du sujet selon les seuls critères de l'Histoire Évolution, comme s'y sont résignés nos dirigeants, depuis l'arrêt Gisti du Conseil d'État (1978), constitue, au minimum, une monumentale erreur d'analyse, au pire une pusillanimité inexcusable, qui, si rien n'est fait, va nous conduire, à mon sens, vers de terribles déconvenues.

On dit pourtant que la France a toujours été une terre d'immigration, et que celle-ci ne poserait pas davantage de problèmes aujourd'hui qu'hier. Que pensez-vous de cette affirmation?

Je ne suis pas historien, mais comment soutenir, de bonne foi, que la France a «toujours» été une «terre d'immigration»? À ma connaissance, pendant mille ans, entre les invasions germaniques et la fin du XIXème, rien de significatif ne s'est produit. Depuis, il est vrai, notre pays a connu au moins trois vagues d'immigration de masse. Deux sont en cours, alors que la première, achevée, offre un exemple admirable d'assimilation. Ce qui n'est pas le cas des deux autres.

Comment soutenir, de bonne foi, que la France a « toujours » été une « terre d'immigration » ?

La vague initiale, qui s'étale sur un petit siècle jusqu'aux années 70, répond à une pure logique de travail: la France manque de bras, l'Europe catholique les lui fournit. C'est une immigration laborieuse et discrète, non revendicative et culturellement proche, qui rentre chez elle, bon gré mal gré, si la besogne vient à manquer. L'expérience de la colonisation en Afrique du Nord illustre cette spécificité: alors que les immigrés italiens et espagnols y sont rapidement devenus des Français à part entière, les indigènes musulmans s'y sont refusés, y compris par la violence.

Or, ce sont précisément ces derniers qui ont formé une des principales composantes de la deuxième vague. Laquelle commence dans les années 70 et s'avère l'opposée de la précédente: la logique du peuplement, auto-engendrée par le droit, s'y substitue à celle de l'emploi, régulé par le politique, tandis que les nouveaux arrivants proviennent non plus de l'Europe voisine mais d'anciennes colonies, à majorité musulmane et à fort écart culturel. Comme vous l'aurez remarqué, c'est cette immigration qui a principalement retenu mon attention, dans la mesure, où, d'une part, ayant déjà eu lieu, elle permet d'évaluer ses répercussions sur plusieurs générations (lesquelles, à la stupéfaction générale, s'avèrent en partie divergentes) et où, d'autre part, elle se poursuit à grande échelle, mais à bas bruit, à l'ombre de la troisième vague, qui tend à la masquer.

Cette troisième séquence garde des traits communs avec la précédente, notamment l'auto engendrement juridique, mais s'en singularise par son déclenchement soudain, consécutif aux guerres de Syrie et de Libye. Ce qui lui donne le caractère d'une crise, ajoutant la logique de l'urgence à celle du droit. Elle possède, en outre, quatre caractères spécifiques: l'élargissement des origines au-delà du cercle colonial, la dimension européenne de l'accueil, le

recours au droit d'asile plutôt qu'au regroupement familial comme subterfuge, le versement de tributs aux «barbares des confins» («sultan ottoman», milices libyennes) pour qu'ils consentent à contenir le flot.

En effet, comme vous le faites remarquer, parmi les diverses manipulations auxquelles se prête le «politiquement correct» - et Dieu sait s'il y en a! -, on veut nous persuader qu'il n'y a «rien de nouveau sous le soleil» et que nous absorberons les deux dernières vagues aussi aisément que la première, puisqu'au fond rien ne les différencie.

Je vous avoue que cette cécité volontaire me laisse pantois. Pour avoir un peu couru la planète, je peux vous confirmer, au cas où vous en douteriez, que l'Europe et l'Afrique n'appartiennent pas à la même aire de civilisation, que l'islam n'est pas le christianisme, que la colonisation n'a pas laissé que des bons souvenirs, que la xénophobie, sentiment universel s'il en est, s'accroît avec les signes ostensibles de dissemblance, etc. Je pourrais allonger la liste de ces lieux communs, dont nous ne voulons plus entendre parler, même s'il suffit de sortir de Saint Germain-des-Prés pour en vérifier l'actualité. Ignorance? Mauvaise foi? «*Wishful thinking*»? Je vous laisse juge, mais ce dont je suis sûr, c'est que ce n'est pas en partant de ces prémisses que nous réglerons les difficultés causées par l'immigration de masse extra-européenne.

Le débat sur l'immigration et la manière dont nous l'abordons ne sont-ils pas rendus impossible par le passé colonial de la France?

La dimension post-coloniale de l'immigration est certes parfois citée, mais elle me paraît grandement sous-estimée dans ses effets. Je rappellerai d'abord - on ne le fera jamais assez - l'égarement criminel qui a conduit à ouvrir les portes de notre pays à des populations venant d'obtenir leur indépendance, à la suite d'un constat d'incompatibilité, que les exodes des «pieds noirs», puis, encore plus significativement, des «pieds rouges», avaient ouvertement ratifié: tout s'est passé comme si, à partir de ce moment, on avait forcé à vivre, dans un même appartement, un couple divorcé après un long contentieux.

Les nouveaux arrivants, saisissant la balle au bond, se voient confortés dans une posture victimaire qui inverse la donne de l'hospitalité.

La suite a montré, là encore, que «ce qui doit arriver arrive»: sans surprise, s'est spontanément reconstitué, sur le territoire ex-métropolitain, le jeu de rôles autrefois réservé aux possessions d'outre-mer, mais, cette fois, à fronts renversés. Je décris, dans mon intervention, les mille détails par lesquels la situation dans les «quartiers» reproduit, sous forme de bégaiement caricatural, les faits et gestes des dissensions coloniales, accréditant l'idée ravageuse d'un continuum.

L'impact de ce retour de bâton est dévastateur, car il recoupe aux trois quarts celui du clivage religieux, l'un et l'autre se renforçant mutuellement. Car, pas davantage que les axiomes de la foi, les mémoires ne sont négociables. Avec ce facteur aggravant que la Société des individus, vouée à diaboliser l'État National, va jusqu'à en faire le bouc émissaire des turpitudes coloniales. Lâchage en rase campagne, qui vaut reconnaissance d'une dette éternelle de la France, personne morale, à l'égard des immigrés et de leurs descendants. La nature du phénomène migratoire s'en trouve bouleversée, sur au moins trois plans.

D'abord, les nouveaux arrivants, saisissant la balle au bond, se voient confortés dans une posture victimaire qui inverse la donne de l'hospitalité. Devenus des ayant-droits, ils n'éprouvent certainement pas le même sentiment de reconnaissance que leurs prédécesseurs européens de la première vague. D'où, aussi, chez certains, une incitation spontanée à l'incivisme, à la fois, parce qu'il est dans les habitudes des pays de départ, et parce que les prélèvements, légaux et illégaux, sur le pays d'accueil sont tenus pour un juste retour. D'où aussi l'apparition de cet être étrange, sans antécédent connu: le «français francophobe».

Une deuxième conséquence du différend colonial est de couper définitivement la route de l'assimilation au plus grand nombre. Car, au fond, s'assimiler, c'est trahir ses parents et renoncer à un mur porteur de son identité: en bref, reconnaître qu'on s'est trompé et consentir à l'Algérie française. C'est aussi adhérer à une communauté nationale qui n'en vaut plus la peine, puisqu'elle ne cesse de s'accuser de tous les péchés de la terre. Autant s'en tenir à la position confortable du persécuté, réclamant compensation et trouvant consolation dans la vision fantasmée d'un pays d'origine, revisité en paradis perdu.

Mais la répercussion la plus grave, et aussi sans doute la moins comprise, est la dérive, qui, par glissements successifs, nous rapproche du modèle racialiste américain. Car la petite musique post-coloniale accrédite peu à peu l'idée que nos immigrés n'en sont pas vraiment: ils sont «chez eux, chez nous», soit parce que, en tant qu'ex-colonisés, ils n'ont pas perdu le droit d'y être, soit même, en encore plus pernicieux, parce que leur voyage, aussi bien que celui de leurs parents et grands-parents, n'était pas tout à fait volontaires et relevait davantage de la déportation aux fins d'exploitation, que de la quête d'une vie meilleure.

Ce qui nous a conduits, de proche en proche, à amalgamer implicitement le sort de nos immigrés extra-européens avec celui de la population noire américaine, descendante d'esclaves. En vertu de quoi, nos immigrés ne seraient que des citoyens de «seconde zone», luttant pour des «droits civiques» qui leur seraient refusés au nom de leur couleur de peau. Si bien que, dans cette étrange perspective, l'enjeu essentiel ne serait plus de grimper l'échelle sociale par l'effort, à l'instar d'innombrables générations d'immigrés «classiques», mais de combattre des inégalités dont la seule cause serait, non plus la citoyenneté ou le mérite, mais la «discrimination», déclinaison à peine déguisée du racisme et de l'apartheid.

Plus nous enfouissons la tête dans le sable, plus dur sera le réveil quand il nous faudra la sortir.

De là résulte, en mineur, la fascination des deuxième et troisième générations d'immigrés pour la culture de révolte afro-américaine. De là aussi, un cran au-dessus, le recours à des mots et des concepts devenus monnaie courante, alors qu'ils sont importés d'outre-Atlantique: ghetto, intégration, discrimination positive, antiracisme à spectre illimité, carte scolaire, «busing», etc. Mais surtout, une fois inoculée, cette lecture racialisée de la société se répand à la manière d'un virus et généralise une grille d'intelligibilité consistant à juger les gens sur leurs mines. Avec les dégâts que l'on connaît: transformation des autochtones en majorité «blanche» nécessairement oppressive, assignation des descendants d'immigrés (ou même des Français originaires des DOM-TOM) à la catégorie des «minorités visibles», réapparition invraisemblable d'un antisémitisme, cette fois de type oriental, etc.

Ainsi, la boucle est bouclée: la superposition quasi-parfaite des clivages religieux, coloniaux et raciaux nous invite, peu à peu, à descendre les cercles de l'enfer, sans que nous nous en rendions bien compte, malgré les avertissements quotidiens que nous adresse le Réel. Plus nous enfouissons la tête dans le sable, plus dur sera le réveil quand il nous faudra la sortir.